

## Qui sommes-nous ?

D'abord et avant tout des habitants révoltés du Sud meusien.

Nous sommes précaires, chômeurs ou menacés de l'être, jeunes, retraités, salariés du public ou du privé, RSAistes... Nous avons en commun d'avoir pris conscience d'être victimes des injustices de la recherche du profit des puissants (grands groupes, multinationales, grosses entreprises) et de la concurrence qu'ils se livrent entre eux sans s'occuper des conséquences sur nos vies.

Et les conséquences, c'est davantage de pauvreté pour beaucoup d'entre nous ou, pour ceux qui ont encore du travail, des boulots de plus en plus précaires avec des cadences et des objectifs de rendement qui n'en finissent plus d'augmenter. C'est aussi la mise en danger de nos vies par de possibles désastres écologiques dont la liste est longue : amiante, agriculture intensive, OGM, etc.. et surtout le nucléaire que nous rejetons définitivement et combattons résolument.

Certains d'entre nous sont ou ont été engagés au NPA, ou dans des associations contre Bure, ou dans des syndicats. D'autres veulent lutter mais sans appartenir à aucun parti ni aucune association.

**La GRAINE** se veut un outil qui permet de nous réunir pour lutter contre ce système capitaliste qui broie nos vies.

Nous n'accusons ni les fainéants, ni les cas sociaux, ni les immigrés, ni les fonctionnaires, ni les boucs émissaires habituels. C'est trop facile et ça arrange bien ceux qui s'accaparent sans partage les milliards de richesse que nous produisons. Ce sont eux les vrais responsables.

Nous ne recherchons pas un homme ou une femme providence pour nous tirer de là.

Ça n'existe pas !

Ni Le Pen, ni Sarkozy, ni Hollande, ni Mélenchon .....

Aller voter n' a plus rien de démocratique, ça sert juste à nous choisir des maîtres qui vont décider à notre place.

Ça ne sert plus à grand chose, juste à recommencer les mêmes erreurs et à nous désespérer davantage.

Prenons nos affaires en mains, gouvernons-nous nous-mêmes ! Autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, etc... A bas les dirigeants, vivent les délégués !

Battons-nous pour notre émancipation au lieu d'aller voter pour désigner de nouveaux seigneurs, eux-mêmes n'étant que les marionnettes des vrais dirigeants de ce monde : les grands groupes capitalistes.

Contact : 06-22-05-09-24. [lagraine55@riseup.net](mailto:lagraine55@riseup.net)  
Appelez-nous ! Rassemblons-nous !

# LA GRAINE



Un Rom, un capitaliste et un électeur du FN  
(ou un admirateur de Valls) sont assis à une table  
sur laquelle sont présentés 12 biscuits.  
Le capitaliste en prend 11 et dit au gars du FN :  
"Attention au Rom, il va te voler ton biscuit !"

**La GRAINE** vous recommande :

- le lundi 26 mai 2014 à 19 h 00 : rencontre de **La GRAINE** à Méliny-le-grand, Ferme du Vallet Bona, ouverte à tous sur le thème des insecticides et des pesticides.

- lancement de Bure 365 (une action par semaine pendant un an contre l'enfouissement des déchets radioactifs) le dimanche 1er juin à la maison de la résistance de Bure.

- un évènement à ne pas manquer : les 13, 14, et 15 juin à Maxéville au Grand Sauvoy aura lieu la fête de l'internationalisme et de la solidarité entre les opprimés à l'occasion des 150 ans de la fondation de la 1ère Internationale.

Pour en savoir plus : <http://www.150ans-premiere-internationale.org/>

## SODETAL, un exemple parmi tant d'autres.

Aux dernières nouvelles, cette usine implantée à Tronville-en-Barrois, qui employait un peu plus de 300 salariés et qui fabrique des fils d'acier pour les armatures de pneus, serait reprise par un investisseur russe. 150 employés garderaient leur emploi (contre les 120 initialement prévus). Certes, on peut considérer que, en comparaison avec la fermeture définitive du lieu de production, c'est là un moindre mal. Mais les travailleurs doivent-ils voir leur destin sans cesse suspendu aux décisions d'éventuels repreneurs ? L'investisseur Allemand précédent, Saarlöh, était lui-même un repreneur : tout se passe comme si, de reprise en reprise, les investisseurs venaient tirer les derniers profits d'une entreprise qu'ils ont décidé mourante. Ils viennent sans projet à long terme, rachètent pour une bouchée de pain l'instrument de production, ne modernisent pas et ne font pas de choix pérennes, profitent des subventions publiques et des avantages fiscaux, puis s'en vont quand ils estiment que ce n'est plus rentable. Le citron est pressé, il faut jeter la peau, qui sera ramassée par le suivant s'il estime pouvoir en tirer encore quelques gouttes de profit. Ainsi une usine, des savoirs faire, des hommes, sont peu à peu laissés à l'abandon et périssent. C'est la loi du marché ma bonne dame !

### *Pouvons-nous accepter cela ?*

Il y avait eu, un temps, un projet de **Société Coopérative et Participative (SCOP)**, abandonné car irréalisable dans les conditions actuelles. Et pourtant, on peut encore réfléchir à la question, ne serait-ce qu'en pensant à tous les autres cas du même genre qui se présentent chaque jour dans toute la France, mais aussi dans le monde entier.

Prenons le cas de SODETAL :

### *Une solution satisfaisante, cela aurait été quoi ?*

A l'évidence, il fallait que l'usine revienne aux employés pour qu'ils la gèrent et la fassent tourner : on peut leur faire confiance, ils ne sont pas de lointains parasites qui peuvent déplacer leurs capitaux d'un point à l'autre de la planète en un instant. Les employés d'une entreprise sont dépendants de la bonne santé de celle-ci, ils ont le plus grand intérêt à ce qu'elle se porte bien et dure. De plus, ils détiennent les savoirs faire et la compréhension de la production.

Il fallait donc simplement que le repreneur, cette fois-ci, ce soit l'ensemble des employés.

### *A quelles conditions ?*

#### 1°) Pas un seul centime d'indemnité pour Saarlöh :

Ce groupe a exploité les travailleurs de SODETAL comme l'ont fait ses prédécesseurs, et comme le font tous les grands groupes en se mettant dans la poche d'énormes profits pendant que les salariés, qui pourtant produisent la richesse par leur travail, n'ont eu que des miettes. La stratégie est bien connue, on rachète une usine pour une misère, on profite des subventions publiques, on presse le citron sans politique à long terme, puis on s'en va.

L'usine, elle a donc déjà été payée au centuple par tous ces profits. Sans les travailleurs, il n'y aurait pas les millions de bénéfice dont les uns et les autres se sont goinfrés. Et quand **Saarlöh** estime que ce n'est plus assez profitable, il faudrait encore racheter l'usine et les machines, bref leur refiler du pognon en récompense de foutre les gens dehors ?

Pas question !

Puisque pour des raisons de rentabilité ils décident de fermer, qu'ils s'en aillent !

Mais l'usine est aux travailleurs, elle leur appartient, elle reste !

Et sans rachat ni indemnité d'aucune sorte.

Bref la justice était d'exproprier **Saarlöh**.

#### 2°) Des subventions publiques pour réaliser les investissements nécessaires ?

Les ouvriers de SODETAL ne devaient pas risquer un seul centime de leur poche ! Pas un seul !

A Commercy, l'Etat, le conseil général, le conseil régional, la CODECOM et la commune ont aidé SAFRAN à s'installer. Montant total de l'aide : + de 10 MILLIONS D'€.

Alors que SAFRAN réalise 13 MILLIARDS de chiffre d'affaires et près de 2 MILLIARDS de bénéfice !

Et sans obligation d'aucune sorte pour SAFRAN en termes de création d'emplois, SAFRAN qui bénéficiera EN PLUS d'une fiscalité allégée et qui pourra délocaliser dans quelques années si ça ne marche pas assez fort.

Tout cela pour dire où passe l'argent des contribuables, c'est-à-dire au profit de qui ?

MAIS si SODETAL avait été rachetée par de l'argent public, cela aurait DONC été encore aux travailleurs de payer (en tant que contribuables). Certes, cela aurait été, au fond, un effort de solidarité des travailleurs les uns envers les autres, et l'Etat aurait pu être dit un peu plus au service du bien commun.

Il n'en demeure pas moins que, en toute justice, c'est aux capitalistes de payer : l'expropriation pure et simple, sans aucune indemnité, voilà la justice !

#### 3°) Une vraie démocratie ouvrière :

Pas question d'un directoire de cadres qui prendrait toutes les décisions à la place des salariés. Les cadres actuels sont co-responsables de ce qui arrive à SODETAL vu leurs choix de gestion.

Toutes les décisions importantes devraient être prises en assemblée générale des salariés.

Des délégués seraient désignés pour organiser et mettre en application les orientations définies par les salariés

#### 4°) Maintien de l'emploi et des salaires :

Tous les salariés de SODETAL qui le souhaiteraient devraient pouvoir demeurer et travailler sur le site. Seuls les départs volontaires seraient acceptés.

Maintien des salaires au niveau actuel moyen, salaire égal pour tout le monde puisqu'il n'y a plus de dirigeant pour prendre de prétendues « responsabilités ».

Participation égale pour tous en cas de bénéfices non réinvestis.

Temps de travail et cadences décidées en assemblée générale.

### *Pourquoi est-ce si difficile de mettre tout cela en œuvre ?*

L'obstacle principal pour arriver à une telle **coopérative autogérée**, c'est tout simplement la loi capitaliste, qu'elle soit française ou de n'importe quel pays, qui fait de l'instrument de production par lequel les travailleurs subviennent à leurs besoins **la propriété privée** d'un petit nombre, lequel se met dans la poche la plus grande partie de la richesse créée par le travail, et se fout complètement du devenir de ceux qu'ils exploitent ainsi. La loi est donc à l'avantage des capitalistes, elle protège leur propriété (payée avec la sueur des travailleurs) et envoie son bras armé (police, CRS, garde mobile...) quand les victimes de ce système veulent relever la tête et reprendre ce qui, en vérité, est à eux.

Mais n'en restons pas à cette triste conclusion, reprenons espoir, et regardons ce qui se réalise ailleurs dans le monde. Lecteur, tu peux consulter internet, rien de plus simple, tape « FaSinPat » dans n'importe quel moteur de recherche !

Et si tu ne veux pas rester les bras croisés, rejoins la GRAINE !